



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la protection des  
populations

## ARRETE

### portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Service prévention des risques environnementaux  
N°IC 2004/6194  
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

**Chevalier de la Légion d'honneur**

- VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005 et le 1<sup>er</sup> août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 - 1 de la nomenclature ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 29 février 2012, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU** le récépissé de déclaration du 9 octobre 1990, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «**E.A.R.L. MORELLEC-LEGOUX** », relatif à l'exploitation en PLOUGRAS au lieu-dit « Manaty » d'un élevage avicole de 5 000 volailles ;
- VU** la demande présentée le 26 juillet 2007 par l'installation classée «**E.A.R.L. MORELLEC-LEGOUX** », sise « Manaty » en PLOUGRAS, en vue de la régularisation des effectifs d'un élevage avicole initialement déclaré, suite à l'attribution de 9 000 unités d'azote supplémentaires soit un cheptel de 68 000 animaux équivalents (volailles de chair) avec mise à jour du plan

d'épandage ainsi qu'une demande de dérogation pour l'exploitation d'un forage situé à moins de 35 mètres des bâtiments d'élevage, en PLOUGRAS au lieu-dit « Manaty »;

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur du 6 avril 2008 ;

VU les délibérations des conseils municipaux de BOLAZEC (15 avril 2008), BOTSORHEL (9 avril 2008), LOGUIVY PLOUGRAS (3 avril 2008), PLOUGRAS (15 avril 2008) SCRIGNAC (3 avril 2008),;

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 16 mars 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 30 mars 2012 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du Léguer ;

**CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUARET, dont le seuil d'obligation de traitement est de 20 000 UN et le plafond d'épandage est de 120 ha ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## **- A R R E T E -**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> -**

1.1. – L'EARL MORELLEC-LEGOUX, ci-après dénommé l'éleveur, sise à PLOUGRAS au lieu-dit " MANATY ", est autorisé à exploiter à cette adresse (section E 2 n° 375) à moins de trente cinq mètres d'un forage, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 68 000 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 68 000 volailles de chair (poulets, dindes, pintades), sous réserve que la rotation des productions sur les poulaillers, permette de limiter, annuellement, la production d'azote à 10 472 kg et la production de phosphore à 10 330 Kg .

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

### **ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage.**

2.1. Aménagement :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2 700 m<sup>2</sup>.

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit

## 2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation des bâtiments devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue des élevages.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

**ARTICLE 3** - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

## **ARTICLE 4 - Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants :**

Le forage existant sur la parcelle section E2 n° 375 doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux,

tonnes à lisier, approvisionnement divers) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires) ;

- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;

- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 5 - Meilleures techniques disponibles**

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## **ARTICLE 6 -**

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 9 octobre 1990 ;

## **ARTICLE 7 -**

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **ARTICLE 8 -**

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLOUGRAS pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLOUGRAS pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

## ARTICLE 9 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- « — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;
- « — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée».

## ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de LANNION, le Maire de PLOUGRAS, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de BOLAZEC (29), BOTSORHEL (29), LOGUIVY PLOUGRAS, LOHUEC, PLOUGRAS, SCRIGNAC (29), GUERLESQUIN (29).

SAINT-BRIEUC, le **16 MAI 2012**

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Philippe de Gestas-Lespérroux